

L'ANALYSE DE

JEAN PISANI-FERRY



ÉCONOMIE : LA FIN DU CONSENSUS PANDÉMIQUE

2 décembre 2021

Alors que le choc de la pandémie de Covid-19 avait, dans un premier temps, suscité des réponses convergentes en Europe, la phase actuelle apparaît beaucoup plus délicate. Si la crise n'est plus maîtrisée d'un point de vue économique, le fragile crédit regagné par les responsables politiques à l'occasion de la gestion de l'urgence sanitaire serait, une nouvelle fois, remis en cause.

Les crises sont des tests exigeants pour les gouvernements. En 2008, la plupart d'entre eux furent malmenés lorsque les ravages de la crise financière balayèrent les pays développés. En quelques années, la plupart des dirigeants furent remerciés par les électeurs à mesure que la colère sociale s'intensifiait. Pour le moment, les gouvernements ont beaucoup mieux répondu aux retombées économiques de la crise sanitaire du Covid-19. Mais les électeurs leur en seront-ils reconnaissants ou le mécontentement populaire va-t-il à nouveau bousculer les systèmes démocratiques ? Notre avenir politique dépend de la manière dont les électeurs vont juger les performances des responsables nationaux.

Rappelons-nous : le 15 septembre 2008, la banque d'investissement Lehman Brothers se déclara en faillite. Une panique financière s'ensuivit et l'économie sombra dans la récession. Les gouvernements se démenèrent pour limiter les dégâts. Leur réaction économique ne fut pas mauvaise, mais ne leur apporta aucun bénéfice politique. Au contraire, ils furent rapidement accusés de renflouer ces mêmes banquiers avides qu'ils avaient été incapables de contrôler.

Puis vinrent les grosses erreurs. En Europe, les gouvernements répondirent plus que maladroitement au retournement des flux de capitaux vers la Grèce, l'Irlande et le Portugal. Ils réussirent ainsi à transformer des difficultés mineures en une quasi-catastrophe pour l'ensemble de la zone euro. Et il y eut bientôt pire : une consolidation budgétaire prématurée fit dérailler le début de reprise. L'Europe subit une double récession, le chômage monta en flèche tandis que s'effondrait le soutien aux gouvernements. Ils avaient été consécutivement surpris endormis au volant, sans cap et sans boussole.

Résultat : entre le printemps 2008 et le point bas de la crise à l'automne 2013, le crédit des élites économiques et politiques fut gravement entamé. La confiance dans l'Union européenne recula de vingt points[1]. Le soutien pour les extrêmes s'accrut, tandis que certains partis établis étaient simplement balayés.

Faisons retour à 2021, et le contraste est frappant. Malgré des difficultés initiales au sujet des stocks de masques et de la disponibilité des tests, les gouvernements, dans l'ensemble, n'ont pas perdu la confiance de leur population. Les électeurs leur font crédit d'avoir répondu sans tarder à la crise sanitaire, et approuvent plus encore le soutien à l'économie. Les confinements qui ont permis d'épargner des vies, les dispositifs de chômage partiel qui ont maintenu les revenus des ménages, la coordination tacite mais sans faille entre gouvernements et banques centrales et, finalement, les campagnes de vaccination massive ont recueilli un soutien public significatif.

Un peu partout, malgré la peur, les difficultés et les inégalités, une majorité de personnes se dit désormais globalement satisfaite de la réponse à la pandémie[2]. La confiance dans l'Union européenne est revenue aux niveaux antérieurs à la crise financière[3]. Ces résultats sont rassurants car ils confortent l'idée que les gouvernements sont sanctionnés quand ils mènent de mauvaises politiques et récompensés quand ils en conduisent de bonnes.

Deux réserves s'imposent cependant. La première est que dans chacune des 13 économies avancées où le Pew Research Centre a mené l'enquête[4] en 2021, les citoyens considèrent que la pandémie a davantage divisé la société. Ils ne sont en particulier pas moins de 83% à le penser aux Pays-Bas, et 77% en Allemagne.

La polarisation entre le camp des pro-vaccins et celui des « antivax » est un traumatisme, parce qu'elle fait des citoyens d'un même pays des étrangers les uns aux autres, au moment même où c'est la solidarité qui devrait prévaloir. Le fait que ces lignes de partage coïncident avec les sympathies politiques partisans, comme c'est le cas aux Etats-Unis[5] et, dans une moindre mesure en Allemagne[6], est particulièrement dérangeant, dans la mesure où cette opposition mutuelle traduit une incapacité à s'accorder sur les faits. Les affrontements violents aux Pays-Bas rappellent que des telles divisions peuvent rapidement s'envenimer[7]. Il est troublant aussi de constater qu'en France la confiance dans la science a notablement diminué[8].

[1] <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2532>

[2] <https://www.ipsos.com/en/2021-hisf-covid-response>

[3] <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2532>

[4] <https://www.pewresearch.org/global/2021/06/23/people-in-advanced-economies-say-their-society-is-more-divided-than-before-pandemic/>

[5] https://www.kff.org/coronavirus-covid-19/dashboard/kff-covid-19-vaccine-monitor-dashboard/?utm_source=web&utm_medium=trending&utm_campaign=COVID-19-vaccine-monitor

[6] <https://www.ft.com/content/f04ac67b-92e4-4bab-8c23-817cc0483df5>

[7] <https://www.theguardian.com/world/2021/nov/19/the-netherlands-rotterdam-police-open-fire-as-covid-protest-turns-violent>

[8] <https://www.cae-eco.fr/les-francais-au-temps-du-covid-19-economie-et-societe-face-au-risque-sanitaire>

La deuxième réserve est que les controverses sur la politique économique ont refait surface. Au début, le consensus sur la réponse appropriée fut assez remarquable. En Europe, l'accord pour suspendre les règles qui encadrent les aides d'État aux entreprises et limitent les déficits publics fut obtenu sans grand débat, tandis que la décision de la Banque Centrale Européenne (BCE) de lancer un programme d'achat d'actifs fut prise sans atermoiements ni hésitations.

En outre, la France et l'Allemagne se sont mis d'accord en mai 2020 pour proposer un plan sans précédent de dépenses communes financées par un endettement au bénéfice des pays membres les plus touchés par la crise, les plus vulnérables et les moins riches. Un projet qui, en temps ordinaire, aurait échoué au terme de mois de discussions stériles a, cette fois-ci, été conclu en quelques semaines.

Mais cette belle unanimité touche à sa fin. L'inflation est de retour. Les ménages de la classe moyenne du Nord de l'Europe sont de plus en plus inquiets à l'idée que la BCE fait peser une menace sur leur épargne, et le tabloïd allemand *Bild* a commencé à surnommer Christine Lagarde, sa présidente française, « Madame Inflation »^[9].

La BCE reste confiante dans l'idée que les pressions inflationnistes vont s'atténuer dans le cours de l'année 2022^[10]. Il y a de bonnes raisons de le croire, mais beaucoup en Allemagne s'inquiètent – et parfois paniquent – à propos du taux d'inflation, actuellement de 4,5%^[11]. Qui plus est, le gouverneur de la banque centrale allemande (la Bundesbank), Jens Weidmann, a récemment prévenu qu'il est « possible que le taux d'inflation ne redescende pas en dessous de la cible (de 2%) à moyen terme »^[12].

Si la flambée inflationniste actuelle se révèle temporaire, elle aura permis de compenser des mois au cours desquels elle est restée en-dessous de la cible de la BCE, et elle aura aidé à corriger les déséquilibres actuels entre Nord et Sud de l'Europe, où les prix augmentent plus lentement. Mais si l'inflation s'installe, le consensus entourant la politique de réponse à la crise sanitaire ne tiendra pas et la colère contre l'euro fera de nouveau surface dans le Nord de l'Europe.

Sur le plan budgétaire, également, le consensus s'érode en raison de divergences croissantes entre ceux qui s'inquiètent d'une consolidation prématurée et ceux qui craignent une croissance de la dette publique.

[9] <https://www.bild.de/bild-plus/geld/mein-geld/politik-inland/madame-inflation-luxus-lagarde-macht-sparer-und-rentner-arm-78099730,view=conversionToLogin.bild.html>

[10] https://www.ecb.europa.eu/ecb/educational/explainers/tell-me-more/html/high_inflation.en.html

[11] <https://www.dw.com/en/germany-inflation-reaches-28-year-high-amid-surge-in-energy-prices/a-59653840>

[12] <https://www.bundesbank.de/en/press/speeches/crises-as-a-catalyst-for-change-lessons-from-the-past-challenges-for-the-future-880238>

La discussion sur ce plan est tout à fait légitime. Mais, une fois de plus, la question est de savoir si les débats politiques vont alimenter les conflits clivants, justement au moment où l'Europe doit trouver un accord sur la réforme de son pacte budgétaire.

La mémoire d'un traumatisme collectif, une peur tenace et des divisions sociales accentuées rendent la période actuelle périlleuse tant économiquement que politiquement. Mal gérée, cette phase rouvrirait à coup sûr de vieilles blessures et aurait raison de la légitimité nouvellement reconquise des responsables politiques.

Dans les crises, comme lors des batailles militaires, il ne faut jamais crier victoire trop tôt. Il ne sert à rien de gagner des batailles si l'on finit dans le camp des perdants.

© Project Syndicate

<https://www.project-syndicate.org>

Jean Pisani-Ferry est économiste. Il enseigne à Sciences Po et est titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa à l'Institut universitaire européen (Florence). Il est également senior fellow chez Bruegel (Bruxelles) et nonresident Senior Fellow au Peterson Institute (Washington).